



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

JM/vg

P.V. ENEJ 26

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la  
Jeunesse**

**Procès-verbal de la réunion du 01 juin 2016**

Ordre du jour :

1. 6957   Projet de loi portant modification
    1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,
    2. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,
    3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
    4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,
    5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues ; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,
    6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant
      1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
      2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
      3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
      4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
        - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
        - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
        - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
        - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire
  - Présentation du projet de loi
  - Désignation d'un rapporteur
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
2. 6985   Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- Présentation du projet de loi
- Désignation d'un rapporteur
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

3. 6967 Projet de loi portant introduction du cours commun "vie et société" dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant
- 1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire,
  - 2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
  - 3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote et
  - 4) la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire
- Présentation du projet de loi
  - Désignation d'un rapporteur
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. Divers

\*

Présents : M. Claude Adam, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Baum, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Gast Gibéryen remplaçant M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Martine Mergen, M. Roger Negri remplaçant M. Claude Haagen, M. Laurent Zeimet  
M. David Wagner, observateur

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Anne Heniqui, M. Claude Kuffer, M. Pierre Reding, Mme Isabelle Stourm, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Lamberty

\*

Présidence : M. Lex Delles, Président de la Commission

\*

1. 6957 **Projet de loi portant modification**
1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,
  2. de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,
  3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance,
5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues ; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,
6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant
  1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
  2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
  3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
  4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
    - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
    - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
    - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
    - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

- ***Présentation du projet de loi***

M. le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse présente le projet de loi sous rubrique, pour les détails duquel il est renvoyé au document parlementaire 6957. Le projet de loi poursuit deux objectifs. D'un côté, il s'agit de modifier les conditions de recrutement pour les carrières intervenant dans l'enseignement secondaire et secondaire technique dans le sens d'une ouverture des conditions générales d'admission du cadre du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, de la formation professionnelle et de l'Institut national des langues. D'un autre côté, il s'agit de tenir compte des modifications des carrières introduites par la réforme de la Fonction publique entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Le projet de loi s'inscrit dans le cadre du processus de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur européens. Dans le cadre du processus de Bologne, nombreuses sont les universités qui ne présentent aujourd'hui plus les parcours dits classiques, mais on assiste à une véritable diversification des masters. En effet, les détenteurs du diplôme de bachelor peuvent poursuivre leurs études en choisissant parmi de nombreux masters dans des domaines apparentés à la spécialité choisie pour le bachelor.

Actuellement, les conditions d'admission requièrent un bachelor et un master dans la spécialité. Or, de plus en plus de jeunes diplômés ne rentrent plus dans ce moule. Par conséquent, la politique de recrutement pour les carrières intervenant dans l'enseignement secondaire et secondaire technique doit être adaptée. En imposant la condition minimum du lien avec la spécialité à enseigner et en maintenant l'examen concours de recrutement dans la spécialité, la qualité de l'enseignement restera toujours garantie.

Il est notamment proposé d'introduire, au-delà des conditions d'admission existantes pour les professeurs et les formateurs d'adultes en enseignement théorique, la possibilité de détenir soit un diplôme de bachelor en lien avec la spécialité requise et un diplôme de master inscrits au registre des diplômes prévu par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de

protéger les titres d'enseignement supérieur, soit un diplôme de bachelor et un diplôme de master en lien avec la spécialité requise.

Ensuite, s'agissant des maîtres d'enseignement et des formateurs d'adultes en enseignement pratique, il est introduit la possibilité qu'ils puissent être détenteur d'un brevet de technicien supérieur, luxembourgeois ou étranger, en lien avec la spécialité requise, soit d'un brevet de technicien supérieur spécialisé, luxembourgeois ou étranger, en lien avec la spécialité requise.

Finalement, pour les professions réglementées, une autorisation d'exercer délivrée par le membre du Gouvernement compétent est requise.

Il y a lieu de préciser que cette ouverture des conditions d'admission n'a pas pour conséquence d'exclure les candidats ayant acquis les diplômes, grades et certificats visés par l'ancien article 4 de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique qui continuent d'avoir un accès aux examens concours de recrutement. D'ailleurs, le présent projet de loi supprime toute date limite quant à l'admissibilité des anciens diplômes aux examens concours de recrutement.

### Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les points suivants :

- M. le Ministre explique que l'examen-concours au stage pédagogique a pour but de vérifier les connaissances scientifiques dans la spécialité que le candidat sera censé enseigner. Les candidats détenteurs d'un bachelor dans cette spécialité et d'un master, doivent présenter le même niveau de connaissances que les candidats détenteurs d'un master dans la spécialité requise. Une bonne préparation individuelle est déterminante pour la réussite à l'examen-concours.

- Conformément à la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, des dispenses de formation peuvent être accordées aux stagiaires détenteurs d'un master dans la spécialité préparant à la fonction d'enseignant dans l'enseignement secondaire ou d'un *Master in Secondary Education* de l'Université du Luxembourg. Il est précisé que le *Master in Secondary Education* sera orienté vers les matières principales de l'enseignement secondaire et secondaire technique, tels que le français, l'allemand, les mathématiques, etc. Une réduction de stage peut être accordée au stagiaire qui, au début du stage, peut se prévaloir d'une activité professionnelle exercée dans un domaine qui concerne spécialement la fonction sollicitée.

- **Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

### Observations générales

Le Conseil d'Etat estime qu'il convient de soulever d'un point de vue légistique que lorsque le dispositif a pour objet exclusif d'opérer des modifications à plusieurs actes et que le nombre de ces modifications est peu important, il y a lieu de prévoir pour chacun de ces actes un article numéroté en chiffres romains (**Art. I<sup>er</sup>.**, **Art. II.**, **Art. III.**, ...) et de spécifier ensuite toutes les modifications se rapportant à un même acte en les numérotant de la manière suivante : 1., 2., 3., ... Cette structure peut même être utilisée si le dispositif en question contient un article comportant des dispositions complémentaires, telles que des dispositions transitoires.

En outre, au vu du nombre peu important d'articles, une subdivision en chapitres n'est en l'espèce pas de mise.

La Commission propose de ne pas donner suite aux observations du Conseil d'Etat et de maintenir la structure du dispositif dans sa teneur initiale, afin d'en garantir la lisibilité.

#### Article 1<sup>er</sup>

Le Conseil d'Etat demande à l'endroit du paragraphe II, de remplacer les termes « stage pédagogique » par celui de « concours » puisqu'il s'agit en l'espèce de l'admission au concours pouvant donner accès au stage pédagogique.

Du point de vue légistique, le Conseil d'Etat estime qu'au point 1, alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro « II ».

Au point 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro « III ».

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire « au paragraphe I<sup>er</sup> ».

La Commission fait siennes ces observations du Conseil d'Etat. Elle propose par ailleurs, par voie d'amendement parlementaire, de supprimer à l'article 1<sup>er</sup>, point 1, les dispositions relatives à la vérification des connaissances dans une deuxième spécialité. En effet, il s'est avéré qu'aucun cas nécessitant une telle vérification ne s'est présenté dans le passé, de sorte que cette disposition est, de fait, superfétatoire.

La proposition d'amendement est adoptée à l'unanimité.

#### Article 2

Le Conseil d'Etat estime que, du point de vue légistique, il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro d'article souligné « Art. 11. ».

Etant donné que la loi du 25 mars 2015 dont question a déjà fait l'objet de modifications depuis son entrée en vigueur, il convient d'insérer le terme « modifiée » entre la date et la nature de l'acte.

La Commission donne suite à ces observations du Conseil d'Etat.

#### Article 3

Le Conseil d'Etat estime que, concernant l'alinéa 1<sup>er</sup> du nouvel article 13, le déroulement du stage est réglé par la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale. Partant, les termes « de déroulement de stage et » sont à supprimer.

Le Conseil d'Etat est à se demander si par le point e) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article sous rubrique est visée une situation spécifique. Dans le cas contraire, cette disposition est à supprimer pour être superfétatoire, étant donné que la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur exige l'homologation de tous les titres et grades étrangers.

Du point de vue légistique, le Conseil d'Etat donne à considérer qu'il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro d'article souligné « Art. 13. ».

S'il est recouru à l'emploi de paragraphes, chaque partie de l'article doit figurer sous un paragraphe. Il y a dès lors lieu de faire figurer l'alinéa 1<sup>er</sup> sous un paragraphe 1<sup>er</sup> et de renuméroter les paragraphes suivants de 2 à 11.

Les énumérations moyennant lettres alphabétiques à l'intérieur des paragraphes sont à remplacer par des numérotations (1., 2., 3.,...).

Au paragraphe 4 (5 selon le Conseil d'Etat), point a) (1. selon le Conseil d'Etat), il convient de terminer l'alinéa 1<sup>er</sup> par un point final.

Au paragraphe 6 (7 selon le Conseil d'Etat), il y a lieu d'écrire « membre de Gouvernement ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ».

Au paragraphe 8 (9 selon le Conseil d'Etat), il s'impose d'écrire « voireu ».

Au paragraphe 9 (10 selon le Conseil d'Etat), il faut écrire « ministre ayant la Santé dans ses attributions ».

La Commission fait siennes les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat. Au liminaire de l'article 13 de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue, les termes « de déroulement de stage » sont supprimés. Pour des raisons de lisibilité, la Commission décide de maintenir le terme « et ».

La Commission décide de ne pas donner suite aux observations du Conseil d'Etat à l'endroit du point 1.e) de l'article sous rubrique. Le but de cette disposition est de ne pas exclure les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures délivré et homologué de l'admission aux carrières de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

#### Echange de vues

- Il est précisé que le « lien avec la spécialité requise » visé à l'article sous rubrique est défini en fonction du supplément au diplôme. Ce document accompagne le diplôme d'études supérieures délivré par les pays couverts par le processus de Bologne. Il est censé fournir une description normalisée de la nature, du niveau, du contexte, du contenu et du statut des études accomplies par son titulaire.

- Il est expliqué que l'homologation des titres et grades visée au point 1.e) de l'article sous rubrique concerne les fonctions et professions réglementées, définies dans le cadre de la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur. Les dispositions en vigueur connaîtront les modifications dans le cadre du projet de loi n° 6893 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles, visant à transposer en droit luxembourgeois la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

#### Article 4

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

#### Article 5

Le Conseil d'Etat estime que, du point de vue légistique, il y a lieu de lire « L'article 29, alinéas 3 et 4, » au liminaire de l'article sous rubrique.

La dernière phrase du libellé qu'il s'agit de remplacer est à terminer par un point final.

La Commission donne suite à ces observations de la Haute Corporation.

#### Echange de vues

- Il est expliqué que les catégories de traitement auxquelles appartiennent le directeur et le directeur adjoint de l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance sont équivalentes aux dispositions actuellement en vigueur. L'article 29, alinéas 3 et 4, de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> chance prévoit que le directeur et le directeur adjoint sont choisis parmi les fonctionnaires appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la carrière supérieure de l'enseignement ou de l'administration. La fonction de directeur est classée au grade E8. Le classement de la fonction de directeur adjoint peut varier entre les grades E5 et E7.

- Il est expliqué que, parmi les fonctionnaires de la catégorie de traitement A, non seulement les enseignants, mais également les membres du personnel administratif sont éligibles aux postes de directeur et de directeur adjoint de l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance. Cette disposition est équivalente à celle de la législation actuellement en vigueur.

#### Article 6

Le Conseil d'Etat donne à considérer que, du point de vue légistique, le point 1 de l'article sous rubrique doit se lire comme suit :

« Au paragraphe 4, premier tiret, les mots « .des chargés d'enseignement » sont insérés entre les mots « chargés d'éducation » et « et des chargés de cours ».

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

#### Article 7

Le Conseil d'Etat estime que la loi du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues ; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg ; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, prévoit en son article 20 un intitulé de citation contenant une erreur rédactionnelle. Du point de vue légistique, il y a dès lors lieu de mentionner l'intitulé au liminaire en une teneur corrigée en écrivant :

« La loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) ~~création~~ d'un Institut national des langues, b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise, est modifiée comme suit : ».

Il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro de paragraphe « 4 ».

Les énumérations moyennant lettres alphabétiques à l'intérieur du nouveau paragraphe 4 sont à remplacer par une numérotation (1., 2., 3.,...).

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

### Article 8

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

### Article 9

Le Conseil d'Etat estime que, concernant l'alinéa 1<sup>er</sup> du nouvel article 4, le déroulement du stage est réglé par la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale. Partant, les termes « de déroulement de stage et » sont à supprimer.

Le Conseil d'Etat est à se demander si par le point e) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article sous rubrique est visée une situation spécifique. Dans le cas contraire, cette disposition est à supprimer pour être superfétatoire, étant donné que la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur exige l'homologation de tous les titres et grades étrangers.

Du point de vue légistique, la Haute Corporation estime qu'au point 8, il faut écrire « le ministre ».

Au point 9, il s'impose d'écrire « voir ».

Au point 10, il faut écrire « ministre ayant la Santé dans ses attributions ».

La Commission donne suite aux observations légistiques du Conseil d'Etat. Elle décide cependant de ne pas suivre la recommandation du Conseil d'Etat à l'endroit du point 1.e) de l'article sous rubrique. Le but de cette disposition est de ne pas exclure les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures délivré avant l'entrée en vigueur du processus de Bologne de l'admission aux carrières de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

### Article 10

Le Conseil d'Etat estime que, du point de vue légistique, il y a lieu de faire précéder le libellé qu'il s'agit de remplacer par le numéro d'article souligné « Art. 5. ».

La Commission fait sienne cette observation de la Haute Corporation.

### Article 11

Cet article ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

### Article 12

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'existe aucune nécessité à ce que, pour le projet de loi sous rubrique, il soit dérogé aux règles du droit commun qui disposent que la loi entre en vigueur trois jours après sa publication au Mémorial. Le Conseil d'Etat demande dès lors la suppression de la disposition sous examen.

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

#### • **Désignation d'un rapporteur**

La Commission désigne à l'unanimité M. Gilles Baum comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.



## **2. 6985 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental**

### **• *Présentation du projet de loi***

M. le Ministre présente le projet de loi sous rubrique, pour les détails duquel il est renvoyé au document parlementaire 6985.

L'orientation est un moment crucial du parcours scolaire de chaque enfant puisqu'il marque la transition de l'école fondamentale à l'école secondaire. Les décisions prises à l'issue du cycle 4.2 sont presque toujours déterminantes pour la suite du parcours scolaire d'un élève. Il est donc primordial que la décision prise soit la plus fiable possible.

Il s'avère cependant que cette procédure à forts enjeux est mise en question par des parents et des élèves déçus soit de la décision d'orientation, soit de la manière dont ils étaient impliqués dans le processus de prise de la décision.

Néanmoins, le taux de concordance très élevé, supérieur à 85 pour cent, entre les avis des parents et celui des conseils d'orientation constitue un des indicateurs les plus forts du professionnalisme des enseignants qui font un travail pédagogique de haute qualité.

Le volume des ressources humaines investies (participation des inspecteurs, des enseignants, des professeurs et des psychologues au conseil d'orientation) est considérable. Vu le nombre très réduit de discordances entre les décisions des conseils d'orientation et les avis des parents, il ne s'avère pas nécessaire de faire passer chaque élève par un conseil d'orientation.

La nouvelle procédure d'orientation proposée par le projet de loi sous rubrique vise à impliquer, voire à responsabiliser davantage les parents tout en maintenant les plus-values du système actuel, à savoir la vue holistique de l'enfant, qui se traduit par l'analyse d'une série de documents et de productions ainsi que le fait que la décision d'orientation résulte d'un échange. Le but de la réorganisation est non seulement de changer la procédure d'orientation mais avant tout la pratique d'orientation, afin de souligner que la phase de transition d'un ordre d'enseignement à l'autre ne se limite pas au seul moment du passage.

En cas de désaccord sur la décision d'orientation, l'enseignant transmet toutes les informations recueillies à la commission d'orientation de l'arrondissement. La commission d'orientation devra considérer la situation de l'enfant avec tous ses talents et aspirations et les décisions devront se faire sur base d'une vision holistique de l'enfant. Malgré le fait que les enseignants connaissent au mieux l'élève puisqu'ils l'accompagnent tout au long du parcours scolaire, il ne faut pas sous-estimer l'avis des parents qui connaissent au mieux l'enfant à domicile.

Il est prévu d'implémenter la nouvelle démarche d'orientation de l'élève pour la rentrée 2016/2017 avec la généralisation des nouveaux bilans intermédiaires dans les classes du cycle 4.1.

### **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les points suivants :

- Il est expliqué que seuls le titulaire de classe et les parents de l'élève participent à l'entretien d'orientation prévu à l'article 1<sup>er</sup>, point 2.a). Il n'est pas prévu d'y joindre les membres de toute l'équipe pédagogique, ceci afin de garantir une certaine égalité en nombre

des personnes présentes. Il est précisé que le titulaire de classe agit en tant que représentant de l'équipe pédagogique.

- Un dossier d'évaluation est constitué au cours du cycle 4 pour chaque élève. Un règlement grand-ducal précisera les pièces qui doivent y figurer. Les parents de l'élève concerné seront informés du contenu du dossier précité.

- M. le Ministre entend intensifier les efforts visant à sensibiliser les enseignants, les parents et les élèves à la diversité de l'offre des établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- La mission du psychologue dans le cadre de la procédure d'orientation est soulignée. Elle consiste à détecter les capacités de développement cognitif de l'enfant. Ceci peut s'avérer déterminant lorsqu'il s'agit de compenser certaines inégalités, souvent liées à l'origine sociale de l'élève, qui peuvent apparaître au cours de la procédure d'orientation.

- M. le Ministre entend encourager toute initiative des établissements de l'enseignement secondaire ou secondaire technique visant à faciliter les liens entre les deux régimes d'enseignement. L'orateur cite l'exemple du Lycée technique d'Esch/Alzette et du Lycée technique de Lallange, qui donnent aux élèves ayant accompli avec succès une classe de 7<sup>e</sup> EST la possibilité d'accéder, sous certaines conditions et dans le même établissement, à une classe de 6<sup>e</sup> ES. Il est précisé qu'actuellement, dix pour cent des élèves des deux lycées techniques concernés sont réorientés vers l'enseignement secondaire.

- M. le Ministre estime que la décision d'orientation ne doit pas être considérée comme un verdict définitif sur le parcours scolaire de l'élève concerné, mais que des passerelles entre les deux régimes d'enseignement doivent être maintenues. Les critères déterminant les décisions de réorientation au cours du cycle inférieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique pourraient être précisés dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- Le représentant du groupe politique « déi gréng » donne à considérer que les efforts de réorienter les élèves méritants de l'enseignement secondaire technique vers l'enseignement secondaire vont à l'encontre des efforts de revalorisation et de promotion de l'enseignement secondaire technique.

- M. le Ministre explique que les modalités de la nouvelle procédure d'orientation figurent dans l'accord conclu le 22 février 2016 avec le Syndicat national des Enseignants (SNE/CGFP). Les avis des chambres professionnelles ont également été sollicités.

- ***Examen de l'avis du Conseil d'Etat***

Article 1<sup>er</sup>, point 1

Cette disposition n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 1<sup>er</sup>, point 2

*Sous-point a*

Cette disposition n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

*Sous-point b*

Le Conseil d'Etat donne à considérer que, du point de vue de la légistique formelle, il y a lieu d'indiquer le numéro du paragraphe à remplacer :

« (2) La décision d'orientation [...]»

La Commission fait sienne cette observation du Conseil d'Etat.

#### *Sous-point c*

Le Conseil d'Etat donne à considérer que, du point de vue de la légistique formelle, il y a lieu d'indiquer le numéro du paragraphe à remplacer :

« (3) Au cas où [...]»

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

#### *Sous-point d*

Le Conseil d'Etat donne à considérer que, du point de vue de la légistique formelle, il y a lieu d'indiquer le numéro du paragraphe à remplacer :

« (4) Il est créé [...]»

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

#### *Sous-point e*

Le Conseil d'Etat constate que l'épreuve d'accès prévue à l'article 26, paragraphe 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 précitée constituait le recours en cas de désaccord avec la décision du conseil d'orientation. Le Conseil d'Etat donne à considérer que par la suppression de cette épreuve d'accès, le droit commun du recours devant les juridictions administratives s'appliquera.

La Commission décide, à la majorité des voix avec l'abstention des représentants du groupe politique CSV et de la sensibilité politique ADR, de ne pas donner suite aux observations de la Haute Corporation.

#### Echange de vues

- M. le Ministre explique que plus que 95 pour cent des élèves échouent à l'épreuve d'accès, de sorte que celle-ci est considérée par bon nombre d'élèves concernés comme un échec supplémentaire. C'est une des raisons qui ont mené à la décision de supprimer cette épreuve et de rallonger la durée de la procédure d'orientation. Au cours de cette phase, tous les efforts devront être entrepris pour trouver un consensus sur la décision d'orientation. Tout recours contre cette décision devrait dorénavant passer par la voie judiciaire.

- Le représentant ministériel explique que, même si l'épreuve d'accès est considérée actuellement comme étant un recours en cas de désaccord avec la décision du conseil d'orientation, il est libre aux personnes concernées de déposer ultérieurement un recours devant le tribunal administratif.

#### *Sous-point f*

Cette disposition ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

## Article II

Le Conseil d'Etat note que, du point de vue de la légistique formelle, l'article sous rubrique prévoit, à côté de la mise en vigueur, des mesures à caractère transitoire qui sont à prendre sous un article distinct, placé à la fin du dispositif, avant l'article portant sur l'entrée en vigueur.

L'article II (III selon le Conseil d'Etat) est à rédiger comme suit :

« **Art. III.** La présente loi entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2016/2017. »

Selon le Conseil d'Etat, les alinéas 2 et 3 de l'article sous rubrique se liront comme suit :

« **Art. II.** Pendant l'année scolaire 2016/2017, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux élèves inscrits en première année du quatrième cycle de l'enseignement fondamental.

Pour les élèves inscrits en deuxième ou troisième année du quatrième cycle de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2016/2017, les articles 24 et 26 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, en vigueur pendant l'année scolaire 2015/2016, restent applicables. »

La Commission donne suite à cette observation du Conseil d'Etat.

### • **Désignation d'un rapporteur**

La Commission désigne à l'unanimité M. Gilles Baum comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

- 3. 6967    Projet de loi portant introduction du cours commun "vie et société" dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant**  
**1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire,**  
**2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,**  
**3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote et**  
**4) la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire**

Faute de temps, ce point n'est pas abordé. Il est reporté à la prochaine réunion de la Commission en date du 8 juin 2016.

## **4.            Divers**

Une représentante du groupe politique CSV s'enquiert de la mise à disposition d'une simulation des nouveaux éléments d'évaluation de la progression des étudiants prévus dans le projet de loi n° 6986 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Le représentant du groupe politique CSV s'enquiert de la mise à disposition des projets de règlement grand-ducal prévus dans le projet de loi n° 6967 portant introduction du cours commun « vie et société » dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant 1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire, 2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, 3) la loi

modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote et 4) la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2016

Le Secrétaire-administrateur,  
Joëlle Merges

Le Président,  
Lex Delles